

Conseil national du PCF – 29/30 mars 2008

Roger Martelli, Paris

Rompre avec le bipartisme

Nous reprenons ici la version longue parue dans l'Humanité du 31 mars, et non la version courte de l'intervention au CN.

La séquence électorale est passée. Le PCF a-t-il interrompu son mouvement de recul ? Le fléchissement est certes moindre qu'à d'autres élections et, surtout, infiniment moins grand qu'on ne le craignait il y a quelques mois. Mais recul il y a toujours : nous perdons dix villes dans la tranche des plus de 3 500 habitants, dix conseillers généraux et 1 % aux élections cantonales. Nous gagnons Dieppe et Vierzon et perdons Calais, Aubervilliers et Montreuil. Nous conquérons vingt villes totalisant un peu plus de 300 000 habitants et en perdons trente comptant pour près de 550 000. Or, cette fois, les municipales ont eu lieu alors que la droite détenait l'ensemble des pouvoirs nationaux (la première fois depuis 1995) et que la gauche a obtenu son meilleur résultat depuis 1977. Le PS a gagné une cinquantaine de villes de plus de 20 000 habitants alors que nous en perdons deux. Que, malgré une situation exceptionnelle à gauche, nous nous tassions encore un peu n'a rien de miraculeux ni de rassurant.

En même temps, fût-ce affaibli, le PCF reste une force territoriale qui compte. Il exerce des responsabilités municipales sur un territoire de trois millions d'habitants et il dépasse les 20 % dans plus de deux cents cantons (dans une série qui en compte 1997). Mais cette force n'est plus nationalisée comme elle l'était autrefois. À quoi sert-elle donc ? Faut-il se résigner à n'être plus qu'une force implantée dans quelques territoires et à occuper une place politique marginale sur le plan national ? Telles sont les questions des questions.

Elles se posent à un moment bien particulier. S'il est une donnée globale évidente à l'issue des scrutins de mars 2008, c'est la suivante : le bipartisme s'est accentué un peu plus encore. Le PS et l'UMP dirigent à eux seuls 75 % des communes de plus de 15 000 habitants et totalisent 60 % des sièges de conseillers généraux attribués contre 40 % en 2001. Le phénomène n'est pas nouveau ; il a toutefois franchi un seuil significatif, à droite comme à gauche. Quand la logique bipartisane s'incruste, il n'y a plus, à gauche, que deux attitudes possibles : soit accepter d'être le supplétif de la force dominante pour ramasser les miettes du gâteau ; soit s'installer dans un rôle de contestation à la marge. Dans les deux cas, cela signifie que l'on se résigne à l'hégémonie d'un Parti socialiste qui, d'une façon ou d'une autre, va continuer de se recentrer.

Rompre avec le bipartisme n'a rien de simple : les mésaventures de Bayrou et l'échec de la candidature antilibérale en 2006-2007 en témoignent. Mais rien n'est plus stratégique. La gauche restera-t-elle sous la dominante écrasante d'un socialisme plus ou moins « social-libéralisé » ou verra-t-elle se reconstituer, à côté du PS, une dynamique transformatrice suffisamment forte pour redonner le ton à la gauche tout entière ? La critique sociale retrouvera-t-elle un correspondant fort sur le terrain politique ou se résignera-t-elle au choix du moindre mal, comme dans le monde anglo-saxon ? Pourquoi ne se produirait-il pas, en France, l'équivalent de ce qui est en train de se passer en Allemagne avec les progrès de Die Linke ?

Il est bon d'avoir des élus, et en grand nombre, parce que la population en a besoin et parce que cela peut contribuer à créer des rapports des forces politiques. Mais si l'action gestionnaire ne s'adosse pas à une construction politique alternative ambitieuse, son effet reste limité. Si la gauche reste ce qu'elle est, si l'esprit de transformation sociale reste minoré, qui peut garantir que la prochaine conjoncture électorale territoriale sera aussi favorable pour la gauche ? Et qui garantira alors la pérennité de nos bases locales d'insertion ?

À droite comme à gauche, celui qui reste seul aux côtés du parti dominant se prépare à être le prisonnier du bipartisme. Il ne sert à rien d'être le troisième parti dans un système qui n'en retient que deux. À l'issue de la séquence électorale complète de 2007-2008, nul à gauche ne peut dire : j'ai désormais les forces pour construire et rassembler autour de moi.

Nous sommes une force, mais une force isolée ne suffit pas. Avec d'autres, nombreux et divers, dans toute la société politique, nous devons créer la synergie qui seule « fait » force politique. Non pas pour être le premier des petits, mais pour agir au coeur de la gauche et du mouvement populaire, pour que sans attendre l'esprit de transformation et non d'adaptation redevienne majoritaire. Mais pour cela, il ne suffit pas de « continuer » ; ou alors cette continuation serait une renonciation à ce qui a été le meilleur de la tradition communiste française : le mariage de la radicalité transformatrice et de la vocation à participer à des mouvements majoritaires.